

CHAPITRE H1

L'HISTORIEN ET LES MEMOIRES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Introduction

I - Pourquoi le travail de l'historien est-il plus compliqué pour une période comme la Deuxième Guerre mondiale ?

- A) Comment travaille l'historien ?
- 1) sur quelles sources travaille l'historien ?
 - 2) comment y a-t-il accès ?
 - 3) quel est le rôle des pouvoirs publics ?
- B) Comment l'historien se situe-t-il face aux différentes mémoires de la Seconde Guerre mondiale ?
- 1) de quoi parle-t-on lorsqu'on parle de mémoires ?
 - 2) face aux mémoires, l'historien effectue un travail critique
- C) En quoi l'existence de ces différentes mémoires constitue-t-elle un danger pour l'historien ?
- 1) L'historien, expert ou témoin ?
 - 2) L'historien subit-il l'influence des mémoires de la Seconde Guerre mondiale ?

II – Quelles mémoires de la Seconde Guerre mondiale se développent aux lendemains de celle-ci ?

- A) L'élaboration du mythe résistancialiste
- 1) L'unité nationale, un impératif fondateur du mythe résistancialiste

A la Libération, Charles de Gaulle choisit de faire de Vichy une parenthèse. Il veut montrer aux Alliés que l'unité nationale républicaine est restaurée afin d'offrir à la France une place dans le nouvel ordre international qui est en train de s'établir.

Après l'épuration – légale ou non - de l'immédiat après-guerre (Pierre Laval, chef du gouvernement à partir de 1942 est exécuté le 15 octobre 1945. Le maréchal Pétain condamné à mort voit sa peine commuée en détention à perpétuité... mais aussi des exécutions sommaires) l'heure est à la réconciliation. Elle prend deux formes :

- Pressées par l'urgence de rétablir l'unité du pays, les forces politiques, notamment gaullistes et communistes, font de cette période une lecture héroïque. Dans un discours prononcé le 14 octobre 1944, le général de Gaulle élude la question de l'attitude des Français durant l'Occupation et appelle à l'union de tous les Français : si tous les Français n'ont pas été résistants, l'âme de la France l'était.
- L'État réfléchit à des processus de réconciliation. Les débats parlementaires autour des lois d'amnistie sont très violents. Finalement, elles sont votées en 1946, 1947, 1951 puis 1953. destinées d'abord aux délits secondaires, elles sont étendues progressivement à tous les crimes sauf les plus graves. Ces lois surtout souhaitées par les partis de droite sont vivement contestées par la gauche.

Résistancialisme : terme employé par Henry Rousso pour désigner le mythe politique selon lequel l'ensemble de la nation française est entrée en résistance sous l'Occupation.

2) Des travaux de recherches sur le régime de Vichy dès l'immédiat après-guerre

Dans ce contexte, le travail des historiens peinent à s'affranchir de la pensée dominante. Dès les années 50, certains s'interrogent sur la nature de la collaboration du régime de Vichy avec l'Allemagne nazie. Mais l'ouvrage qui s'impose est l'ouvrage de Robert Aron, *Histoire de Vichy*, paru en 1954. Il y soutient la thèse selon laquelle Pétain cherchait à protéger les Français pour préparer la libération armée par de Gaulle et que la collaboration lui a été imposée par les nazis. Son analyse s'appuie sur les arguments développés par la défense, lors du procès de Pétain, et non sur les archives du régime, véhiculant ainsi une idée faussée de la période.

B) L'éclatement des mémoires dans les années 50

1) L'affirmation de la mémoire communiste, concurrente de la mémoire gaullienne

Dans ce climat et avec les débuts de la guerre froide, le parti communiste se démarque de la mémoire gaulliste. Il prétend être le « parti des 75 000 fusillés ». Les historiens ont établi que 30 000 Français ont été exécutés par l'occupant. Ils étaient de différentes tendances politiques, la majorité étant cependant communistes. De cette manière, la mémoire communiste insiste sur l'action centrale du parti dans la Résistance, quand ses adversaires pointent une arrivée tardive, conditionnée par le retournement de l'alliance germano-soviétique. Leur mémoire s'incarne dans des figures héroïques, comme celle de Guy Môquet (qui n'était pas résistant, mais militant), symbole des sacrifices du parti dans sa lutte contre l'oppression nazie et le régime de Vichy.

2) D'autres mémoires sont marginalisées

Cependant, le « mythe résistancialiste » perdure, marginalisant d'autres mémoires. La mémoire de la déportation raciale peine à émerger pour deux raisons majeures. D'une part, la distinction entre déportation raciale et déportation politique n'est pas faite. Le film d'Alain Resnais « Nuit et brouillard » sorti en 1956 en est l'exemple. D'autre part, les rescapés des camps adoptent souvent le silence ou ne savent pas se faire entendre face à une société qui n'est pas prête à les écouter. Les rescapés des camps que l'on écoute sont d'anciens résistants, souvent issus des milieux politiques ou intellectuels, bénéficiant ainsi d'un réseau et d'une audience qui font défaut aux autres.

Par ailleurs, les déportés su STO sont assimilés à des prisonniers de guerre (*La vache et le prisonnier* d'Henri Verneuil, 1959).

Une contre-mémoire maréchaliste se structure en 1951 à la mort de Pétain.

Enfin, il faut citer l'émergence de la mémoire des Malgré-Nous (Alsaciens et Mosellans enrôlés de force dans l'armée allemande) qui fait l'objet d'un premier conflit mémoriel en 1953. Treize Malgré-Nous enrôlés dans la division SS responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane sont jugés cette année-là et condamnés à des peines de prison. Ils seront ensuite amnistiés. L'enjeu de ce conflit mémoriel repose sur le statut des Malgré-Nous qui se considèrent comme des victimes, alors que le reste du pays les considère comme des coupables.

C) La construction d'une mémoire officielle gaullienne

1) vers une mémoire d'Etat gaullienne

La présence du général de Gaulle au pouvoir, de 1944 à 1946, puis de 1958 à 1969, impose la mémoire gaullienne comme la mémoire d'Etat officielle. L'héroïsme et l'efficacité de la Résistance sont mis en avant au détriment de l'action des Alliés. Cette mémoire occulte ainsi le rôle du régime de Vichy et de la collaboration. (La mémoire officielle gaullienne, par un travail de déformation, aboutit à la diffusion de l'idée que de Gaulle parle d'une France unanimement résistante, ce qui n'a jamais été le cas.)

2) La mise en place d'une action mémorielle

Cette mémoire s'incarne dans des lieux comme le Mémorial de la France combattante inauguré le 18 juin 1960 au mont Valérien. Les commémorations officielles se développent. Des actions pédagogiques à destination de la jeunesse sont menées, comme le concours national de la Résistance et de la Déportation créé en 1961 pour enraciner cette mémoire et exalter l'œuvre des résistants. En 1964, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon, marquant l'apogée du résistancialisme.

3) Résistancialisme et culture populaire

Ce résistancialisme s'inscrit aussi dans la culture populaire notamment par l'intermédiaire du cinéma. *La Grande Vadrouille* de Gérard Oury (1966) dépeint des Français moyens, moqués ou valorisés qui font actes de Résistance, plus ou moins malgré eux. Deux ans après le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, l'image de la Résistance commence à changer de forme.

Au cours de cette période, les historiens semblent peu présents. Deux éléments majeurs peuvent expliquer cette situation. D'une part, l'accès aux archives de la Seconde Guerre mondiale est, à ce moment-là, interdit ; d'autre part, le poids du mythe résistancialiste est tel qu'il est presque impossible de faire entendre une voix divergente.